

mobiliser contre la fatalité

2003, 2010, 2013 : les réformes se suivent et se ressemblent, qu'elles viennent de la droite ou du PS. C'est toujours la même logique d'autorité : les travailleurs payent davantage alors que les patrons sont épargnés. Invertissons la tendance et brisons les logiques du capitalisme pour construire un communisme solidaire !

La « réforme » proposée par le gouvernement PS-EELV valide et aggrave les mesures précédentes imposées par Sarkozy. La principale mesure prolonge la durée de cotisation initiée par les réformes de 2003 et 2010 : les salarié-e-s nés après 1973 devraient maintenant cotiser 43 ans au lieu de 41,5 pour avoir une retraite à taux plein. Une rallonge de 6 ans de cotisations en 10 ans de « réformes » ! Sachant qu'on commence à cotiser à 26 ans en moyenne et qu'on cumule du coup 36 annuités pour les femmes en moyenne, 39 pour les hommes, **cette réforme entraînerait logiquement une baisse des pensions.**

L'argument phare du gouvernement PS-Verts, l'augmentation de l'espérance de vie, ne tient pas debout puisque **l'espérance de vie en bonne santé, elle, est en constante diminution** (62,4 ans pour les hommes, 64,2 pour les femmes). De même, les aménagements célébrés par la CFDT sur la pénibilité ou les carrières des femmes restent des promesses floues et sont bien loin de compenser les reculs encaissés en 2003 et 2010. Enfin la hausse des cotisations et le décalage à l'automne de la revalorisation des pensions pèseraient sur le niveau de vie de tous et toutes.

L'objectif est bien, de nouveau, de baisser nos salaires directs et indirects. C'est ce que le patronat, les politiciens et les médias appellent faire baisser le « coût du travail », à la fois par l'augmentation des cotisations sur les salaires, la baisse des pensions et les impôts (fin de l'avantage fiscal pour les parents de trois enfants).

Le capital doit payer !

Le patronat sort grand gagnant de cette réforme puisqu'il n'a même pas à mettre la main à la poche : la hausse des cotisations patronales sera intégralement compensée par une baisse des cotisations famille. Or c'est bien parce que les cotisations des capitalistes sont en constante diminution qu'il y a un trou dans le financement des retraites de 22 milliards d'euros. Et pourtant d'autres solutions il y en aurait :

- supprimer les exonérations patronales rapporterait 10 milliards
- imposer l'égalité salariale homme-femme rapporterait 10 milliards
- embaucher 5 millions de chômeurs et chômeuses rapporterait 25 milliards

Avec tout ça il y aurait largement de quoi financer une retraite à 55 ans à taux plein pour toutes et tous !

Des pistes pour gagner

La journée de mobilisation du 10 septembre appelée par la CGT, Solidaires, FO et la FSU est un premier pas. **Il faudra rapidement que soit lancé un nouvel appel à la grève et à la mobilisation.** Le bilan de 2010 c'est que des journées isolées, même réussies, ne suffisent pas à faire plier le gouvernement. C'est un mouvement durable qu'il faut construire.

Le combat des retraites est une partie du combat contre l'austérité et contre le capitalisme. Chaque augmentation de salaire, chaque nouvelle embauche vient renflouer les caisses de retraites.

Faire le lien entre les différentes luttes a donc du sens et est nécessaire pour ancrer la mobilisation dans les préoccupations immédiates des salarié-e-s. Et **les chômeurs aussi doivent s'inviter dès maintenant dans la rue puisque après les retraites c'est l'indemnisation du chômage qui sera renégociée.**

Ensuite il faut que chacun clarifie sa position vis à vis du gouvernement PS-Verts. Celui-ci n'est pas un simple arbitre entre les salarié-e-s et le patronat, mais il est à la botte de celui-ci. Ménager le PS, c'est s'en rendre complice, semer la désillusion chez les salarié-e-s et préparer le terrain au Front national.

Enfin, il faut mener la lutte idéologique pour convaincre que le système capitaliste n'est pas une fatalité et qu'une autre société est possible. Nos cotisations retraites et leur gestion sont un formidable magot qui échappe encore aux banques et aux assurances privées. C'est cette idée, les ressources de tous au profit de chacun qu'il faut préserver et étendre. **Et si on généralisait un système autogéré par les travailleurs et les travailleuses, qui offrirait à toutes et à tous des études, une formation, la santé, le logement ou encore les transports ?** Nous n'avons pas besoin des banques privées, ni de leurs crédits, ni de leurs profits ni de leurs faillites !



le mensuel
en vente auprès
des militant-es

Je souhaite recevoir des informations sur les Ami-e-s d'AL

Je souhaite adhérer à Alternative libertaire.

Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel AL

Je m'abonne à *Alternative libertaire*

(20 euros pour un an, 15 euros pour lycéen-nes, étudiant-es, chômeuses/eurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM..... PRÉNOM.....

TÉL..... E-MAIL.....

ADRESSE.....

Alternative libertaire

BP 295

75921 Paris Cedex 19

contacts@alternativelibertaire.org

www.alternativelibertaire.org

5 septembre 2013